

COMMISSION DE LA JUSTICE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

du

van

LUNDI 12 FÉVRIER 2007

MAANDAG 12 FEBRUARI 2007

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 22 sous la présidence de M. André Perpète.

01 Question de Mme Greet van Gool à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le corps de sécurité" (n° 14042)

01.01 Greet van Gool (sp.a-spirit) : Selon la ministre, le recrutement d'un premier contingent de cent agents du corps de sécurité doit avoir lieu pour le mois d'avril 2007. Il apparaît à présent que 22 agents seulement sont en cours de formation. Comment expliquez-vous ce faible nombre ? Combien d'agents seront-ils affectés à Anvers ? Une concertation a-t-elle déjà eu lieu quant aux tâches qui leur seront confiées ? Où en est le projet de règlement de travail ?

01.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Le 16 avril, 45 agents du corps de sécurité, 28 francophones et 17 néerlandophones, entreront en service. Un deuxième contingent de 60 agents suivra en octobre. Je fournis les chiffres avec quelques réserves, puisqu'ils dépendront du taux de réussite et du rythme des mutations.

Je me suis déjà exprimée antérieurement à propos des compétences du corps. Le règlement de travail a été achevé – avec la collaboration constructive des syndicats – et il sera présenté aux zones hôtes le 1^{er} mars.

Les autorités locales demandent au total 61 agents de sécurité. Sur la base de l'analyse faite par la direction du corps, vingt agents supplémentaires pourraient être désignés en renfort des seize déjà attribués à Anvers. Les délais sont les mêmes pour Anvers que pour Charleroi. Je dois tenir compte à cet égard des règles statutaires et du nombre d'emplois disponibles.

01.03 Greet van Gool (sp.a-spirit) : Dix-sept agents néerlandophones sont ainsi en formation. Selon les calculs, Anvers a cependant besoin de 119 personnes, dont 42 ont déjà été fournies par la police fédérale. Un total de 77 agents devraient dès lors être issus du corps de sécurité. La ministre n'évoque guère que 20 agents supplémentaires pour Anvers. Les 17 personnes en formation sont-elles toutes destinées à Anvers ou la métropole devra-t-elle attendre le deuxième contingent ?

On a actuellement recours à des agents de la police fédérale à Anvers, mais ces derniers devraient pouvoir effectuer leurs missions ordinaires. Une grande ville telle qu'Anvers est confrontée à des problèmes de sécurité particuliers qui nécessitent l'affectation d'agents de sécurité spécifiques.

01.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Anvers reçoit 20 agents supplémentaires en plus des 16 prévus, ce qui donne un total de 36. Des efforts supplémentaires seront encore consentis en faveur d'Anvers dans les mois à venir.

01.05 Greet van Gool (sp.a-spirit) : Les 17 néerlandophones de la première promotion d'avril seront dès lors attribués prioritairement à Anvers ?

01.06 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Il y en a seize, une partie des dix-sept, puis vingt dans le contingent, mais plus tard.

L'incident est clos.

Le **président** : La question n° 14091 de M. Bert Schoofs est renvoyée à une autre commission.

02 Question de Mme Valérie Déom à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le contrôle digital dans les établissements scolaires" (n° 14093)

02.01 Valérie Déom (PS) : L'installation d'un système de sécurité biométrique nécessite-t-elle une autorisation de la Commission de protection de la vie privée ? Quels sont les recours à défaut d'autorisation ? La Commission peut-elle demander l'abandon du système ? Quelles sont les garanties liées à l'utilisation des données ? À Liège, le système a en effet été offert à titre publicitaire, ce qui pose question.

02.02 Laurette Onkelinx, ministre (en français) : La prise d'empreintes digitales constitue, à mon estime, un traitement au sens de la loi relative à la protection des données à caractère personnel du 8 décembre 1992, en vertu de laquelle tout traitement doit faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de la Commission de protection de la vie privée, à laquelle je vous renvoie pour les réponses à vos autres questions.

02.03 Valérie Déom (PS) : J'interrogerai bien sûr la Commission.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Marie Nagy à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'avenir des annexes psychiatriques des prisons" (n° 14112)

03.01 Marie Nagy (ECOLO) : Ni la réforme de la loi de défense sociale de 1964, ni les mesures que vous avez prises ne résoudront tous les problèmes liés à la santé mentale des détenus, dont le manque de places en institutions et leur suivi. L'incarcération récente d'un jeune homme atteint de schizophrénie à la prison de Mons, qui n'est pas un fait isolé, en témoigne.

Qu'advient-il des annexes psychiatriques des prisons ? Qu'envisagez-vous de faire dans les situations semblables à celle de ce jeune homme, et pour éviter qu'elles se reproduisent ?

03.02 Laurette Onkelinx, ministre (en français) : La modification de la loi de 1964, qui en effet ne résoudra pas tous les problèmes, est un élément de mon *masterplan* « internés », mais pas le principal.

Ce sont les autorités judiciaires qui décident en matière de responsabilité. La suppression des annexes psychiatriques n'est pas à l'ordre du jour. Il faut au contraire assurer un encadrement médical performant pour les détenus qui présentent des problèmes psychiatriques, ou sur la responsabilité desquels le juge d'instruction éprouve un doute et attend un rapport d'expertise, ou encore pour les internés qui attendent une place dans un établissement de défense sociale.

Le Comité de prévention contre la torture a fustigé le fait que des internés soient placés dans le cellulaire ou dans une annexe sans encadrement. J'ai donc dégagé les moyens pour qu'une nouvelle équipe pluridisciplinaire complète soit opérationnelle par annexe. Ces dix équipes, chargées de développer un encadrement et des soins de qualité, sont presque au complet. Un coordinateur est engagé à l'administration centrale et un psychiatre y est attendu.

J'en viens au *masterplan*. Il y a bien un manque de places dans les établissements de défense sociale. Cependant certains détenus *low risk*, que les institutions classiques refusent de prendre, ne devraient plus y être. C'est pourquoi j'ai mis en place les axes suivants : réouverture de l'annexe de Lantin et encadrement de qualité dans les dix annexes du pays ; 44 places supplémentaires fin 2007 et 42 places supplémentaires fin 2008 à Paifve ; construction de deux établissements de défense sociale en Flandre, où il n'en existe pas ; classification d'un circuit de soins entre les *high risk*, *medium risk* et *low risk* ; engagement de six coordinateurs Justice-Santé publique chargés de placer les internés sans danger pour la sécurité publique

dans des institutions classiques ; mise à disposition de 50 à 80 places pour des internés « petit risque » à Saint-Hubert.

Ces mesures structurelles permettront de résoudre la question des internés, en attente depuis des dizaines d'années

03.03 Marie Nagy (ECOLO) : L'évaluation montrera si ces mesures, urgentes et importantes pour la protection de la société, ont donné des résultats.

L'incident est clos.

Le **président** : M. Patrick De Groote posera sa question n° 14120 à une autre occasion.

04 Question de M. François-Xavier de Donnea à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les 250.000 euros issus du patrimoine de feu Patrick Haemers" (n° 14123)

04.01 François-Xavier de Donnea (MR) : La quatrième chambre civile du tribunal de Bruxelles, n'ayant pu prouver l'origine de 250.000 euros issus du patrimoine de feu Patrick Haemers, n'a donc restitué la somme ni à La Poste, ni aux héritiers de Paul Vanden Boeynants.

Dans l'hypothèse où la provenance de l'argent ne pourrait plus être déterminée avec certitude, ne serait-il pas judicieux d'affecter cette somme au Fonds des victimes d'actes intentionnels de violence ?

04.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : En l'état actuel de la législation, le Fonds ne peut prétendre à l'octroi de cette somme. Je suis en revanche favorable à ce que l'on modifie les sources de financement du Fonds, d'autant plus que la demande sur le terrain est très forte.

04.03 François-Xavier de Donnea (MR) : Il faudra bien se décider à affecter ces 250.000 euros. D'ici là, il serait utile de modifier la loi pour débloquer la situation. Que va-t-il se passer à la suite de ce jugement ?

04.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Je vais me renseigner sur le point de savoir si un éventuel recours a été introduit.

L'incident est clos.

04.05 Le président : La question n° 14135 de M. Bex a été renvoyé à une autre commission. M. Courtois n'est pas présent pour poser sa question n° 14072.

La réunion publique de commission est levée à 14 h 53.

De vergadering wordt geopend om 14.22 uur en voorgezeten door de heer André Perpète.

01 Vraag van mevrouw Greet van Gool aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het veiligheidskorps" (nr. 14042)

01.01 Greet van Gool (sp.a-spirit): Tegen april 2007 moest volgens de minister de rekrutering van een eerste lichter van honderd agenten van het veiligheidskorps gebeuren. Nu blijken er slechts 22 in opleiding te zijn. Vanwaar dat lage aantal? Hoeveel zullen er aan Antwerpen worden toegewezen? Is er al overleg geweest over hun takenpakket? En hoe staat het met het ontwerp van arbeidsreglement?

01.02 Minister Laurette Onkelinx (*Nederlands*): Op 16 april zullen 45 beambten van het veiligheidskorps in dienst treden, 28 Franstalige en 17 Nederlandstalige. In oktober volgt een tweede contingent van zestig. Ik geef de cijfers onder enig voorbehoud, aangezien we afhankelijk zijn van het slaagpercentage en het

mutatieritme.

Over de bevoegdheden van het korps heb ik me al eerder uitgesproken. Het arbeidsreglement is afgewerkt – met de constructieve medewerking van de vakbonden – en het zal op 1 maart aan de gastzones worden voorgesteld.

De lokale overheden vragen in totaal 61 veiligheidsbeambten. Op basis van de analyse van de korpsdirectie zouden er twintig bijkomende beambten aan Antwerpen kunnen worden toegewezen, waar zij de zestien reeds toegezegde kunnen versterken. Voor Antwerpen gelden de termijnen die ook met Charleroi zijn afgesproken. Ik moet daarbij rekening houden met de statutaire regels en met het aantal beschikbare beambten.

01.03 Greet van Gool (sp.a-spirit): Er zijn dus zeventien Nederlandstalige agenten in opleiding. Antwerpen heeft volgens berekeningen echter 119 mensen nodig: 42 daarvan worden al door de federale politie geleverd, maar dan blijven er nog 77 die uit het veiligheidskorps zouden moeten komen. De minister heeft het over amper twintig extra agenten voor Antwerpen. Zullen de zeventien mensen in opleiding allemaal naar Antwerpen gaan of moet Antwerpen op de tweede lichting wachten?

Nu zet men in Antwerpen agenten van de federale politie in, maar die zouden hun normale taken moeten kunnen uitvoeren. Een grootstad als Antwerpen heeft specifieke veiligheidsproblemen die de inzet van specifieke veiligheidsbeambten vragen.

01.04 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Boven op de geplande zestien krijgt Antwerpen twintig extra agenten, wat ons brengt op een totaal van 36. In de komende maanden volgen nog extra inspanningen voor Antwerpen.

01.05 Greet van Gool (sp.a-spirit): De zeventien Nederlandstaligen zullen bij de eerste lichting in april dus prioritair naar Antwerpen gaan?

01.06 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Zestien van die zeventien agenten, en dan zijn er nog de twintig agenten van het contingent, maar dat is voor later.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 14091 van de heer Bert Schoofs werd naar een andere commissie verzonden.

02 Vraag van mevrouw Valérie Déom aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de vingerscan in scholen" (nr. 14093)

02.01 Valérie Déom (PS): Is voor de installatie van een biometrisch veiligheidssysteem een vergunning van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer nodig? Wat zijn de beroepsmogelijkheden in geval van een negatieve beslissing? Kan de Commissie vragen dat van het gebruik van zo'n systeem wordt afgezien? Welke waarborgen zijn er met betrekking tot het gebruik van de gegevens? In Luik werd het systeem inderdaad aangeboden met reclaimedoeleinden, wat vragen doet rijzen.

02.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Het nemen van vingerafdrukken is, volgens mij, een verwerking van persoonsgegevens in de zin van de wet van 8 december 1992, krachtens dewelke elke verwerking vooraf moet worden aangegeven aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Voor de antwoorden op uw andere vragen, verwijs ik naar die Commissie.

02.03 Valérie Déom (PS): Ik zal mijn vragen uiteraard aan de Commissie richten.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Marie Nagy aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de toekomst van de psychiatrische afdelingen van de gevangenen" (nr. 14112)

03.01 Marie Nagy (ECOLO): De problemen met betrekking tot de geestelijke gezondheid van gedetineerden, zoals onder meer het gebrek aan plaatsen in instellingen en de follow-up van deze mensen, zullen niet volledig opgelost worden door de hervorming van de wet van 1964, noch door de maatregelen die u getroffen heeft. Onlangs nog werd een schizofrene jonge man opgesloten in de gevangenis van Bergen, en dat is geen alleenstaand geval.

Wat zal er met de psychiatrische afdelingen van de gevangenissen gebeuren? Wat zal u doen als een situatie zoals hierboven omschreven met die jonge man zich opnieuw voordoet, en hoe zal u dat soort situaties voorkomen?

03.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Met de wijziging van de wet van 1964 zullen alle problemen inderdaad niet opgelost geraken, maar die wetswijziging is maar een onderdeel van mijn masterplan voor de geïnterneerden, en het is zeker niet het belangrijkste gedeelte van mijn plan.

Het zijn de rechterlijke overheden die beslissen over de aansprakelijkheid. Er is geen sprake van de psychiatrische afdelingen af te schaffen. We moeten, integendeel, zorgen voor een afdoende medische begeleiding voor gedetineerden met psychiatrische problemen, voor gedetineerden waarover de rechter, met betrekking tot de aansprakelijkheid, geen uitspraak kan doen in afwachting van een deskundigenverslag of nog voor geïnterneerden die wachten tot er plaats vrijkomt in een inrichting tot bescherming van de maatschappij.

Het Comité ter preventie van foltering laakt het feit dat de geïnterneerden zonder begeleiding in een cellenblok of in een afzonderlijke afdeling worden ondergebracht. Ik heb dus de nodige middelen vrijgemaakt om per afdeling te zorgen voor een nieuw, volledig, multidisciplinair en operationeel team. Die tien teams, die moeten zorgen voor een kwaliteitsvolle begeleiding en zorg, zijn bijna volledig. Bij het hoofdbestuur werd een coördinator in dienst genomen en er wordt een psychiater verwacht.

Ik kom nu tot het *masterplan*. De inrichtingen tot bescherming van de maatschappij kampen inderdaad met plaatsgebrek. Anderzijds horen een aantal gevangenen met laag risico die in de klassieke instellingen geweigerd worden, er niet langer thuis. Daarom heb ik de volgende actiepunten ontwikkeld: heropening van de psychiatrische afdeling van de Lantin-gevangenis en een kwaliteitsvolle begeleiding in de tien gespecialiseerde afdelingen in ons land; 44 bijkomende plaatsen tegen eind 2007 en 42 bijkomende plaatsen in Paifve tegen eind 2008; de bouw van twee inrichtingen tot bescherming van de maatschappij in Vlaanderen waar er nog geen zijn; de indeling van een zorgtraject in "high risk", "medium risk" en "low risk"; aanstelling van zes coördinatoren tussen Justitie en Volksgezondheid die ervoor moeten zorgen dat de geïnterneerden die geen gevaar vormen voor de openbare veiligheid, in de klassieke instellingen worden geplaatst; terbeschikkingstelling van 50 à 80 plaatsen voor geïnterneerden met laag risico in Saint-Hubert.

Zo kunnen we het probleem van de geïnterneerden dat al tientallen jaren aansleept, structureel oplossen.

03.03 Marie Nagy (ECOLO): Uit de evaluatie zal blijken of deze maatregelen die voor de maatschappij spoedeisend en belangrijk zijn, resultaten hebben opgeleverd.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De heer Patrick De Groote zal zijn vraag nr. 14120 bij een volgende gelegenheid stellen.

04 Vraag van de heer François-Xavier de Donnea aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de 250.000 euro afkomstig van het vermogen van wijlen Patrick Haemers" (nr. 14123)

04.01 François-Xavier de Donnea (MR): De vierde kamer van de rechtbank van Brussel die de oorsprong van de 250.000 euro welke afkomstig zijn van het vermogen van Patrick Haemers niet heeft kunnen achterhalen, heeft het bedrag noch aan De Post noch aan de erfgenamen van Paul Vanden Boeynants teruggegeven.

In de veronderstelling dat de oorsprong van het geld niet met zekerheid kan worden vastgesteld, zou het dan niet beter zijn dat bedrag toe te kennen aan het Fonds voor de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden?

04.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): In de huidige stand van de wetgeving kan dit bedrag niet aan het

Fonds worden toegekend. Ik ben echter wel gewonnen voor een wijziging van de financieringsmiddelen van het Fonds, te meer daar in de praktijk vele aanvragen worden ingediend.

04.03 François-Xavier de Donnea (MR): Men zal wat de bestemming van de 250.000 euro betreft toch een beslissing moeten nemen. In afwachting is het aangewezen de wet te wijzigigen om de situatie vlot te trekken. Wat zullen de gevolgen zijn van het vonnis?

04.04 Minister **Laurette Onkelinx** (Frans): Ik zal nagaan of eventueel beroep werd aangetekend.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 14135 van de heer Stijn Bex werd naar een andere commissie verzonden. De heer Alain Courtois is niet aanwezig om zijn vraag nr. 14072 te stellen.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 14.53 uur.